

Rapport d'activité

du

Grand Conseil

de la République et Canton de Neuchâtel

Exercice 2017

TABLE DES MATIERES

	Le mot du président	1
1.	COMPOSITION DU GRAND CONSEIL	2
1.1. 1.2.	Mutations avant élection	2
1.3.	Etat nominatif des membres du Grand Conseil	3
1.4. 1.5.	Groupes politiques	
2.	SESSIONS	
3.	PRÉSIDENCE ET ORGANES DU GRAND CONSEIL	
3.1. 3.2.	Présidence	
3.3.	Scrutatrices, scrutateurs	. 10
3.4.	Commissions permanentes	
3.5. 3.6.	Commissions thématiques	
3.7.	Élection de nouvelles commissions temporaires	
3.8.	Mutations au sein des commissions	
3.9. 3.10.	Changement de présidence au sein d'une commission	
	OBJETS	
4. 4.1.	Rapports du Conseil d'État	
4.1.	Rapports du Conseil d'Etat	
4.3.	Lois et décrets adoptés	. 30
4.4.	Règlement modifié par un organe du Grand Conseil	
4.5. 4.6.	Questions et interpellations	
4.7.	Recommandations, motions et postulats en attente de réponse du Conseil d'État	
4.8.	Projets de lois et de décrets en cours de traitement au sein des commissions	. 36
5.	INFORMATISATION	. 37
5.1.	Vote électronique	
5.2. 5.3.	Parlement sans papier	
5.3. 5.4.	Diffusion audiovisuelle des sessions	
6.	BUDGET ET COMPTES	
7.	INDEMNITÉS	
7.1.	Indemnités de présence.	
7.2.	Indemnités de déplacement	. 40
7.3.	Fiscalisation des indemnités	. 41
8.	ÉVÈNEMENTIEL	. 41
8.1.	Visites	
8.2. 8.3.	Réceptions	
9.	SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	
9.1. 9.2.	Composition	
9.2.	Staniaires	42

Le mot du président

Mesdames, Messieurs,

L'année 2017, première de la 50^e législature, a vu le Conseil d'État renouvelé dans son intégralité et le Grand Conseil prendre une cure de jouvence avec l'arrivée de jeunes députés.

À la suite des élections, un cas non prévu par la loi d'organisation du Grand Conseil s'est produit.

Un député a décidé de changer de parti, faisant basculer la majorité politique du Grand Conseil.

Dès lors s'est posée une question intéressante : en cas de suppléance, doit-il être remplacé par un membre de son ancien parti ou du nouveau ? Il a fallu demander un avis de droit afin de trancher cette question, avis qui a démontré qu'il ne pouvait être suppléé que par un député suppléant du même district et de la même liste.

Les débats du Grand Conseil, durant les cinq premiers mois de l'année, se sont faits sous la houlette du président Xavier Challandes. Je dois dire qu'il a mené avec brio nos débats malgré son jeune âge, et ne peux que le féliciter pour sa maîtrise de la loi d'organisation du Grand Conseil et aussi le remercier pour les bons moments que nous avons pu passer dans diverses manifestations.

Des dossiers très importants ont été soumis au Grand Conseil. De façon non exhaustive on relèvera un décret portant initiative du canton sur l'encadrement de l'assistance au suicide, la conception directrice cantonale de l'énergie, le vote en seconde lecture de la circonscription unique, la mobilité douce – détail piquant qui impose maintenant, après un long débat, l'obligation aux communes de déneiger les pistes cyclables –, le rapport sur la reconnaissance des communautés religieuses qui a été renvoyée en commission, et pour terminer ce bref extrait, un rapport sur l'assainissement des finances.

2017 a aussi été l'année se terminant sans budget pour l'année suivante. Là aussi le législateur a laissé beaucoup d'interprétation des lois pour cette situation qu'il n'avait visiblement jamais envisagée comme pouvant arriver réellement.

Cette année a été aussi marquée par le départ en retraite de notre huissier, M. Blaise Monnier, après 27 années passées au service de l'État. Chaque député-e gardera un souvenir lumineux de M. Monnier, toujours disponible et prêt à rendre service. Sa remplaçante, M^{me} Véronique Comtesse, a déjà pris ses marques. Pour la petite histoire, elle fut envoyée à l'inauguration du nouveau musée à Zurich en juillet 2016 pour accompagner le vice-président, votre serviteur en l'occurrence. Les deux comptaient sur l'expérience de l'autre pour savoir comment se comporter. Inutile de dire qu'aucun de nous ne connaissait les usages et nous avions dû observer les huissiers des autres cantons pour être dignes de Neuchâtel et tout cela se passa dans une franche bonne humeur malgré la pluie battante.

Pour terminer ce billet, un tout grand merci à toute l'équipe du secrétariat général du Grand Conseil, qui s'est dévouée sans compter pour mener à bien toutes les tâches qui lui incombent avec une totale satisfaction du bureau.

JEAN-PAUL WETTSTEIN, président du Grand Conseil 2017-2018

1. COMPOSITION DU GRAND CONSEIL

1.1. Mutations avant élection

Les mutations suivantes ont eu lieu avant l'élection du 2 avril :

Parti	Collège	Membre	Fonction	Remplacement par	Date
LR	Neuchâtel	Yann Sunier	Député	Patrice Zürcher	04.01
LR	Neuchâtel	Patrice Zürcher	Député suppléant	Isabelle Weber	24.01
UDC	Val-de-Travers	Manfred Neuenschwander	Député suppléant	Paul-André Matthey- Doret	24.01
S	La Chaux-de-Fonds	Armin Kapetanovic	Député	Karim Djebaili	31.01
S	La Chaux-de-Fonds	Karim Djebaili	Député suppléant	Shaip Imeri	21.02
S	Neuchâtel	Nathalie Wust	Députée	Philippe Loup	01.02
S	Neuchâtel	Philippe Loup	Député suppléant	Cosimo Pepe	21.02

1.2. Composition après élection

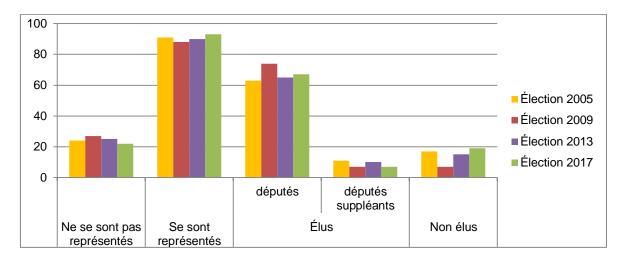
Suite à l'élection du 2 avril, renouvelant entièrement ses membres, la composition du Grand Conseil est la suivante :

Parti	Députées et députés	Députées suppléantes et députés suppléants
PLR: Parti libéral-radical	43	9
PSN: Parti socialiste neuchâtelois	32	9
Verts: Parti Les Verts	17	6
POP: Parti ouvrier et populaire	6	2
SOL: Parti SolidaritéS	2	1
UDC: Union démocratique du centre 1)	9	5
PDC: Parti démocrate-chrétien	2	2
VL: Parti des Vert'Libéraux	4	2

¹⁾ Élu sur la liste UDC du district de Boudry, M. Xavier Challandes a démissionné de ce parti peu après son élection. Il est, depuis lors, considéré comme député "hors parti".

Statistique de renouvellement

	Ne se sont pas Se sont		Élus		
	représentés	représentés	députés	députés suppléants	Non élus
Élection 2017	22	93	67	7	19
Élection 2013	25	90	65	10	15
Élection 2009	27	88	74	7	7
Élection 2005	24	91	63	11	17



1.3. Etat nominatif des membres du Grand Conseil

I. Collège de Neuchâtel (35 député-e-s, 8 député-e-s suppléant-e-s)

PLR

14 député-e-s

- 1. GERBER, Alain
- 2. RUEDIN, Nicolas
- 3. Bongiovanni, Fabio
- 4. AUBERT, Matthieu
- 5. HAENY, Béatrice
- 6. DE MONTMOLLIN, Jean-Frédéric
- 7. Weber, Isabelle
- 8. ZÜRCHER, Patrice
- 9. LEBEAU, Olivier
- 10. MARTI, Sébastien
- 11. MATTHEY-DORET, Frédéric
- 12. GUINAND, Claude
- 13. HAEBERLI, Philippe
- 14. SPACIO, Julien

2 députés suppléants

- 1. SCHWARB, Christophe
- 2. RIEDER, Lionel

PSN

11 député-e-s

- 1. FACCHINETTI, Thomas
- 2. HURNI, Baptiste
- 3. FLURY, Éric
- 4. DOCOURT DUCOMMUN, Martine
- 5. Berger, Jean Claude
- 6. DE MONTMOLLIN, Antoine

> 7. LOUP, Philippe 8. Gretillat, Jonathan 9. ZWYGART DE FALCO, Laura 10. FASSBIND-DUCOMMUN, Sylvie

11. BILL, Carole

2 député-e-s suppléant-e-s 1. JEANNERET, Françoise

2. Rotsch, Daniel

Les Verts

5 député-e-s 1. ANGST, Doris

2. AUBERT, Jean-Jacques

3. FISCHER, Diego

4. LOTT FISCHER, Johanna

5. NEUHAUS, Brigitte

1 député suppléant 1. DESAULES, Joël

SOL

2 député-e-s 1. Konrad, François

2. BACHMANN, Zoé

1 députée suppléante 1. ECKLIN, Dorothée

PDC

1 député 1. SUTER, Laurent

1 député suppléant 1. HOMBERGER, Jan

PVL

2 députés 1. Moruzzi, Mauro

2. MARTI, Alain

1 député suppléant 1. AUCHLIN, Maxime

II. Collège de Boudry (26 député-e-s, 7 député-e-s suppléant-e-s)

PLR

11 député-e-s 1. HUMBERT-DROZ, Damien

2. SCHUMACHER, Bernard

3. FRICK, Hermann 4. KELLER, Boris

5. BOILLAT, Didier

6. ROBERT-GRANDPIERRE, Étienne

7. AUBRON MARULLAZ, Édith

8. SCHMID, Laurent 9. FEHLBAUM, Jean

10. ROBYR, Michel

11. TAILLARD, Océane

1. STEINER, Pierre-André 2 députés suppléants

2. SCHEURER, Hugues

PSN

7 député-e-s 1. NATER, Florence

HUNKELER, Baptiste
 GAGNAUX, Françoise
 ASSUMANI, Hassan
 MATTHEY, Nathalie
 MATTER, Marie-France
 BRESSOUD, Dominique

2 députés suppléants 1. LAVOYER, Matthieu

2. JAQUET Gregory

Les Verts

4 député-e-s 1. Kaufmann, Laurent

2. Pantillon, Veronika

3. VARA, Céline

4. PERRIARD, Pierre-André

1 député suppléant 1. Weissbrodt, Philippe

UDC

1 députée 1. Barben, Olga

1 député suppléant 1. Carlo, Grégoire

PVL

2 député-e-s 1. Kistler, Aël

2. TISSOT-DAGUETTE, Mireille

1 députée suppléante 1. HIRTER, Jennifer

Hors parti

1 député 1. Challandes, Xavier

III. Collège du Val-de-Travers (8 député-e-s, 4 député-e-s suppléant-e-s)

PLR

3 députés 1. Wyss, Pierre-Alain

2. DI MEO, Quentin3. GFELLER, Hans Peter

1 députée suppléante 1. MENOUD, Sandra

PSN

2 députés 1. VAUCHER, Laurence

2. LEBEL CALAME, Johanne

1 député suppléant 1. Wexsteen, Pierre

Les Verts

1 députée 1. Humbert, Naomi

1 député suppléant 1. FROCHAUX, Sébastien

UDC

2 députés 1. Frey, Loïc

2. Rosselet-Christ, Niels

1 député suppléant 1. WILLENER, Alexandre

IV. Collège du Val-de-Ruz (11 député-e-s, 4 député-e-s suppléant-e-s)

PLR

5 député-e-s 1. Fallet, Mary-Claude

VILLAT, Jan
 GEISER, Daniel
 BARIZZI, Antoine

5. STEUDLER, Jean-Bernard

1 député suppléant 1. Guyot, Jean-Claude

PSN

3 député-e-s 1. AEBY, Florence

2. WIDMER, Aurélie

3. BOURQUARD FROIDEVAUX, Anne

1 député suppléant 1. MORATEL, David

Les Verts

2 député-e-s 1. Debrot, Laurent

2. CHOLLET, Clarence

1 député suppléant 1. TSCHOPP, Roby

UDC

1 député 1. Pieren, Jean-Luc

1 député suppléant 1. HALDENWANG, Micaël

V. Collège du Locle (9 député-e-s, 5 député-e-s suppléant-e-s)

PLR

3 députés 1. WETTSTEIN, Jean-Paul

ZURBUCHEN, Michel
 ROSSELET, Stéphane

1 député suppléant 1. GERMAIN, Didier

PSN

2 députées 1. Bolay Mercier, Corine

2. Andermatt-Gindrat, Dominique

1 député suppléant 1. REICHEN, Stéphane

POP

2 député-e-s 1. Dupraz, Cédric

2. CASCIOTTA, Françoise

1 député suppléant 1. BERLY, Michaël

Les Verts

1 député 1. Gigon, Richard

1 député suppléant 1. VERMOT, Romain

UDC

1 député 1. Currit, Pierre-André

1 député suppléant 1. DuBois, Mikaël

VI. Collège de La Chaux-de-Fonds (26 député-e-s, 8 député-e-s suppléant-e-s)

PLR

7 député-e-s 1. Morel, Sylvia

STRUB, YVes
 FRESARD, Josette
 NARDIN, Marc-André
 JURT, Andreas

6. JEANNERET-GROSJEAN, Jean-Daniel

7. CURTY, René

2 député-e-s suppléant-e-s 1. NUSSBAUMER, Martine

2. DROZ, Bastien

PSN

7 député-e-s 1. Huguenin-Élie, Théo

BABEY, Katia
 LATRECHE, Souhaïl
 CLERC-BIRAMBEAU, Annie
 HOULMANN, Alexandre
 JEMMELY, Josiane
 DUDING, Laurent

2 député-e-s suppléant-e-s 1. LIÈVRE, Assamoi Rose

2. Borel, Pierre Alain

POP

4 député-e-s 1. Bregnard, Théo

BLUM, Sarah
 KAPETANOVIC, Armin
 ZIEGLER, Daniel

1 député suppléant 1. Erard, Nathan

Les Verts

4 député-e-s 1. FIVAZ, Fabien

2. HERRMANN, Patrick

3. SMITH, Niel

4. WÜRGLER, Gabrielle

1 député suppléant 1. Kitsos, Philippe

UDC

3 députés 1. ARLETTAZ, Marc

2. LEGRIX, Jean-Charles

3. CALAME, Didier

1 député suppléant 1. STEUDLER, Adrien

PDC

1 député 1. FIVAZ, Blaise

1 députée suppléante 1. Schallenberger, Nathalie

1.4. Groupes politiques

Suite à l'élection du 2 avril, les groupes politiques pour la législature 2017-2021 se sont formés ainsi :

LR Groupe libéral-radical groupe formé par les membres du parti libéral-radical

neuchâtelois (PLRN)

S Groupe socialiste groupe formé par les membres du parti socialiste

neuchâtelois (PSN)

PVS Groupe PopVertsSol groupe formé par les membres du parti ouvrier et populaire

(POP), du parti Les Verts (V) et du parti SolidaritéS (S)

UDC Groupe Union

démocratique du centre

groupe formé par les membres de l'Union démocratique du

centre (UDC)

VL-PDC Groupe Vert'Libéral-PDC groupe formé par les membres du parti Vert'Libéral (VL) et

du parti démocrate-chrétien (PDC)

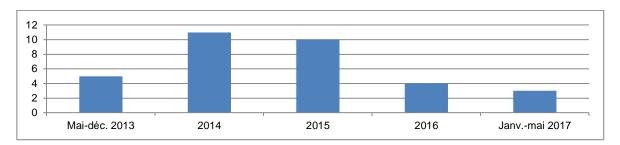
1.5. Mutations après élection

Les mutations suivantes ont eu lieu, après l'élection du 2 avril :

Parti	Collège	Membre	Fonction	Remplacement par	Date
S	Boudry	Patrick Bourquin	Député suppléant	Grégory Jaquet	30.05
S	Val-de-Ruz	Aurélie Widmer	Députée	David Moratel	19.07
S	Val-de-Ruz	David Moratel	Député suppléant	Patrick Lardon	26.09
UDC	Val-de-Travers	Alexandre Willener	Député suppléant	Christiane Barbey	26.09

Statistique des mutations - législature 2013-2017

Comparatif annuel du nombre de démissions de la fonction de député



Comparatif annuel du nombre de démissions de la fonction de député suppléant



Au total, le nombre de démissions survenues au cours de la législature 2013–2017 s'élève à 41, soit une moyenne de 10 par année de législature, députés et députés suppléants confondus.

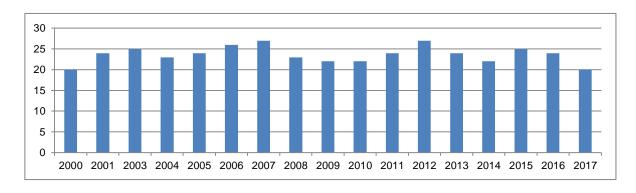
2. SESSIONS

Le Grand Conseil a tenu 8 sessions, soit 20 séances, totalisant environ 72 heures annuelles de débats.

Les sessions se sont déroulées aux dates suivantes :

- les 24 et 25 janvier ;
- les 21 et 22 février ;
- les 27 (après-midi et soir) et 29 mars ;
- le 30 mai;
- les 27 (après-midi et soir) et 28 juin ;
- les 26 (après-midi et soir) et 27 septembre ;
- les 7 et 8 novembre ;
- les 5 (après-midi et soir) et 19 (après-midi et soir) décembre.

Comparatif annuel du nombre de séances du Grand Conseil



3. PRÉSIDENCE ET ORGANES DU GRAND CONSEIL

3.1. Présidence

La présidence a été assumée, jusqu'au 30 mai, par M. Xavier Challandes, vigneron-caviste aux Caves du Château d'Auvernier, élu pour le collège du Val-de-Ruz et domicilié à Auvernier, puis par M. Jean-Paul Wettstein, conseiller communal, Ingénieur HES, domicilié au Locle.

3.2. Bureau

Aucune mutation n'a été enregistrée avant l'élection du 2 avril.

Dès la session de mai, le bureau est composé de la manière suivante :

président	LR
1 ^{er} vice-président	PVS
2 ^e vice-président	LR
membre	S
membre	S
président de groupe	LR
président de groupe	S
président de groupe	PVS
président de groupe	UDC
président de groupe	VL-PDC
	1er vice-président 2e vice-président membre membre président de groupe

Aucune mutation n'est survenue après le renouvellement du bureau du 30 mai.

3.3. Scrutatrices, scrutateurs

Dès le 30 mai, les scrutatrices, scrutateurs, et scrutateurs suppléants sont les suivants :

Julien Spacio	scrutateur	LR
Dominique Andermatt-Gindrat	scrutatrice	S
Veronika Pantillon	scrutatrice	PVS
Jean-Luc Pieren	scrutateur	UDC
René Curty	scrutateur suppléant	LR
Laurent Duding	scrutateur suppléant	S

Aucune mutation n'a été enregistrée après le renouvellement du 30 mai.

3.4. Commissions permanentes

Dès le 30 mai, les commissions permanentes sont composées de la manière suivante :

Commission législative (CL)

Baptiste Hunkeler	Président	S
Katia Babey		S
Anne Bourquard Froidevaux		S
Corine Bolay Mercier		S
Thomas Facchinetti		S
Céline Vara	Vice-présidente	PVS
Veronika Pantillon		PVS

Zoé Bachmann Pierre-André Steiner Béatrice Haeny Michel Zurbuchen Christophe Schwarb Jean-Daniel Jeanneret-Grosjean Hugues Scheurer Pierre-André Currit		PVS LR LR LR LR LR LR UDC
Commission de gestion (COGES)		
Jean-Jacques Aubert Laurent Kaufmann Sarah Blum	Président	PVS PVS PVS
Etienne Robert-Grandpierre Claude Guinand Bernard Schumacher Isabelle Weber Marc-André Nardin Daniel Geiser Éric Flury Sylvie Fassbind-Ducommun Baptiste Hunkeler Alexandre Houlmann Annie Clerc-Birambeau Loïc Frey	Vice-président	LR LR LR LR LR S S S S UDC
Sous-commissions de gestion		
DFS		
Laurent Kaufmann Sylvie Fassbind-Ducommun Isabelle Weber	Président	PVS S LR
DJSC		
Éric Flury Loïc Frey Bernard Schumacher	Président	S UDC LR
DEF		
Claude Guinand Annie Clerc-Birambeau Sarah Blum	Président	LR S PVS
DDTE		
Etienne Robert-Grandpierre Baptiste Hunkeler Jean-Jacques Aubert	Président	LR S PVS

DEAS		
Marc-André Nardin Daniel Geiser Alexandre Houlmann	Président	LR LR S
Commission des finances (COFI)		
Damien Humbert-Droz Andreas Jurt Didier Boillat Olivier Lebeau Jan Villat Matthieu Aubert	Président	LR LR LR LR LR LR
Martine Docourt Ducommun Jonathan Gretillat Baptiste Hurni Johanne Lebel Calame Florence Nater Daniel Ziegler François Konrad Fabien Fivaz Jean-Charles Legrix	Vice-présidente	S S S S PVS PVS PVS UDC
Sous-commissions des finances		
DFS		
Andreas Jurt Baptiste Hurni Matthieu Aubert	Président	LR S LR
DJSC		
Damien Humbert-Droz Florence Nater Jean-Charles Legrix	Président	LR S UDC
DEF		
Johanne Lebel Calame Olivier Lebeau François Konrad	Présidente	S LR PVS
DDTE		
Martine Docourt Ducommun Fabien Fivaz Jan Villat	Présidente	S PVS LR
DEAS		
Daniel Ziegler Jonathan Gretillat Didier Boillat	Président	PVS S LR

Commission des affaires extérieures (CAF)

Patrick Herrmann	Président	PVS
Clarence Chollet		PVS
Françoise Casciotta		PVS
Jean-Claude Guyot	Vice-président	LR
Océane Taillard		LR
Pierre-André Steiner		LR
Jean-Daniel Jeanneret-Grosjean		LR
Julien Spacio		LR
Edith Aubron Marullaz		LR
Laurence Vaucher		S
Marie-France Matter		S
Annie Clerc-Birambeau		S
Dominique Bressoud		S
Françoise Jeanneret		S
Marc Arlettaz		UDC

Commission judiciaire (CJ)

Marie-France Matter	Présidente	S
Éric Flury		S
Fabio Bongiovanni	Vice-président	LR
Etienne Robert-Grandpierre		LR
Philippe Haeberli		LR
Veronika Pantillon		PVS

Commission de rédaction

Marc-André Nardin	Président	LR
Océane Taillard		LR
Jan Villat		LR
Johanne Lebel Calame	Vice-présidente	S
Florence Aeby		S
Gabrielle Würgler		PVS

Commission des pétitions et des grâces (CPG)

Alain Gerber	Président	LR
Mary-Claude Fallet		LR
Michel Robyr		LR
Océane Taillard		LR
Lionel Rieder		LR
Jean-Claude Berger	Vice-président	S
Pierre Wexsteen		S
Pierre-Alain Borel		S
Gabrielle Würgler		PVS
Nathan Erard		PVS
Niels Rosselet-Christ		UDC

3.5. Commissions thématiques

Dès le 30 mai, les commissions thématiques sont composées de la manière suivante :

Commission Fiscalité

Philippe Loup	Président	S
Antoine de Montmollin		S
Martine Docourt Ducommun		S

Aurélie Widmer Stéphane Reichen Hermann Frick Sandra Menoud Sylvia Morel Boris Keller Fabio Bongiovanni Frédéric Matthey-Doret Théo Bregnard Laurent Debrot Roby Tschopp Jean-Charles Legrix	Vice-président	S S LR LR LR LR PVS PVS PVS UDC
Commission Infrastructures routières		
Nicolas Ruedin Laurent Schmid Pierre-Alain Wyss Hans Peter Gfeller René Curty Matthieu Lavoyer Carole Bill	Président Vice-président	LR LR LR LR LR S S
David Moratel Cédric Dupraz Johanna Lott Fischer Didier Calame		S PVS PVS UDC
Commission Santé		
Jean-Frédéric de Montmollin Philippe Haeberli Didier Boillat Yves Strub Sébastien Marti Julien Spacio	Président	LR LR LR LR LR LR
Florence Nater Hassan Assumani Souhaïl Latrèche Dominique Andermatt-Gindrat Théo Huguenin-Élie Brigitte Neuhaus Patrick Herrmann Armin Kapetanovic Niels Rosselet-Christ	Vice-présidente	S S S S PVS PVS PVS UDC
Commission Énergie		
Doris Angst Diego Fischer Nathan Erard Laurent Schmid Jean Fehlbaum Stéphane Rosselet Bastian Droz Boris Keller Laurent Duding Aurélie Widmer Carole Bill Daniel Rotsch Jean-Luc Pieren	Présidente Vice-président	PVS PVS PVS LR LR LR LR S S S S UDC

Commission Prévoyance

Daniel Ziegler	Président	PVS
Roby Tschopp		PVS
Veronika Pantillon		PVS
Alexandre Houlmann	Vice-président	S
Baptiste Hurni		S
Philippe Loup		S
Antoine de Montmollin		S
Nathalie Matthey		S
Hermann Frick		LR
Marc-André Nardin		LR
Michel Robyr		LR
Quentin Di Meo		LR
Josette Frésard		LR
Frédéric Matthey-Doret		LR
Loïc Frey		UDC

Commission École obligatoire

Jean-Claude Guyot	Président	LR
Mary-Claude Fallet		LR
Hugues Scheurer		LR
Sandra Menoud		LR
Isabelle Weber		LR
Didier Germain		LR
Olga Barben	Vice-présidente	UDC
Françoise Gagnaux		S
Laura Zwygart-de-Falco		S
Corine Bolay Mercier		S
Dominique Andermatt-Gindrat		S
Assamoi Rose Lièvre		S
Sarah Blum		PVS
Niel Smith		PVS
Jean-Jacques Aubert		PVS

3.6. Commissions temporaires

Les commissions temporaires suivantes ont été élues jusqu'au 30 mai :

Commission Extension de l'École Pierre-Coullery (16.048)

Claude Guinand	Président	LR
Jean-Claude Guyot		LR
Xavier Hüther		LR
Jean-Paul Wettstein		LR
Éric Flury	Vice-président	S
Annie Clerc-Birambeau		S
Marie-France Matter		S
Patrick Herrmann		PVS
Julien Gressot		PVS
Xavier Challandes		UDC
Pierre Hainard		UDC

Dès le 30 mai, les commissions temporaires sont composées de la manière suivante :

Commission Péréquation financière

Claude Guinand	Président	LR
Damien Humbert-Droz		LR
Michel Zurbuchen		LR
Jean Fehlbaum		LR
Josette Frésard		LR
Hans Peter Gfeller		LR
Laurent Duding	Vice-président	S
Laurence Vaucher		S
Florence Aebi		S
Théo Huguenin-Élie		S
Grégory Jaquet		S
Niel Smith		PVS
Laurent Debrot		PVS
Cédric Dupraz		PVS
Jean-Charles Legrix		UDC

Commission Pétitions transports

Michel Zurbuchen	Président	LR
Didier Germain		LR
Océane Taillard		LR
Bastien Droz		LR
Naomi Humbert	Vice-présidente	PVS
Céline Vara		PVS
Dominique Bressoud		S
Sylvie Fassbind-Ducommun		S
Corinne Bolay Mercier		S

Commission Réforme des institutions

Daniel Ziegler	Président	PVS
Laurent Debrot		PVS
Doris Angst		PVS
Loïc Frey	Vice-président	UDC
Béatrice Haeny		LR
Edith Aubron Marullaz		LR
Jean-Claude Guyot		LR
Olivier Lebeau		LR
Philippe Haeberli		LR
Patrice Zürcher		LR
Nathalie Matthey		S
Jonathan Gretillat		S
Anne Bourquard Froidevaux		S
Josiane Jemmely		S
Françoise Gagnaux		S

Commission Communautés religieuses

Thomas Facchinetti	Président	S
Jean-Claude Berger		S
Sylvie Fassbind-Ducommun		S
Laura Zwygart de Falco		S
Josiane Jemmely		S
Patrice Zürcher	Vice-président	LR
Mary-Claude Fallet		LR
René Curty		LR
Jean-Claude Guyot		LR
Marc-André Nardin		LR

Pierre-André Steiner	LR
Jean-Jacques Aubert	PVS
Laurent Debrot	PVS
Michaël Berly	PVS
Niels Rosselet-Christ	UDC

Commission Gestion des déchets urbains et Sites pollués (17.005 et 17.011)

Michel Zurbuchen	Président	LR
Matthieu Aubert		LR
Jean-Frédéric de Montmollin		LR
Sébastien Marti		LR
Quentin Di Meo		LR
Marc-André Nardin		LR
Martine Docourt Ducommun	Vice-présidente	S
Florence Nater	-	S
Éric Flury		S
Florence Aebi		S
Pierre Wexsteen		S
Richard Gigon		PVS
Clarence Chollet		PVS
Diego Fischer		PVS
Marc Arlettaz		UDC

Commission Mobilité douce (17.010)

Alexandre Houlmann Matthieu Lavoyer Philippe Loup	Président	S S S
Stéphane Reichen		
Laurent Duding		S S
Etienne Robert-Grandpierre	Vice-président	LR
Michel Zurbuchen .	·	LR
Philippe Haeberli		LR
Mary-Claude Fallet		LR
Jean-Frédéric de Montmollin		LR
Jean-Claude Guyot		LR
Naomi Humbert		PVS
Johanna Lott Fischer		PVS
Zoé Bachmann		PVS
Marc Arlettaz		UDC

3.7. Élection de nouvelles commissions temporaires

Les commissions temporaires suivantes ont été élues après le 30 mai :

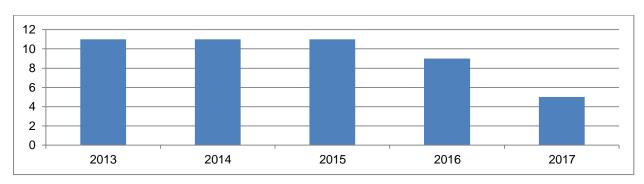
Commission Droit des sanctions (17.023)

Christophe Schwarb	Président	LR
Julien Spacio		LR
Fabio Bongiovanni		LR
Sébastien Marti		LR
Laurent Debrot	Vice-président	PVS
Gabrielle Würgler		PVS
Sylvie Fassbind-Ducommun		S
Philippe Loup		S
Alexandre Houlmann		S

Commission Communautés nomades (17.034 et 17.009)

Laurent Debrot	Président	PVS
Zoé Bachmann		PVS
Xavier Challandes		PVS
Laurent Schmid	Vice-président	LR
Claude Guinand		LR
Jean-Claude Guyot		LR
Boris Keller		LR
Nicolas Ruedin		LR
Françoise Gagnaux		S
Josiane Jemmely		S
Éric Flury		S
Alexandre Houlmann		S
Niels Rosselet-Christ		UDC

Comparatif annuel du nombre de commissions temporaires élues



3.8. Mutations au sein des commissions

Date	Commission	Groupe	Membre	Remplacement par
24.01	Législative	LR	Yann Sunier	Mary-Claude Fallet
24.01	Législative	UDC	Manfred Neuenschwander	Danielle Borer
24.01	Énergie	LR	Yann Sunier	Nicolas Ruedin
24.01	Énergie	UDC	Manfred Neuenschwander	Loïc Frey
24.01	Santé	UDC	Manfred Neuenschwander	Bernhard Wenger
24.01	Réforme des institutions	UDC	Manfred Neuenschwander	Stephan Moser
21.02	Santé	S	Armin Kapetanovic	Karim Djebaili
21.02	Santé	S	Baptiste Hurni	Théo Huguenin-Elie
21.02	École obligatoire	S	Nathalie Wust	Annie Clerc-Birambeau
26.09	Fiscalité	S	Aurélie Widmer	David Moratel
26.09	Énergie	S	Aurélie Widmer	Pierre Wexsteen
19.12	Péréquation financière	LR	Josette Frésard	Andreas Jurt

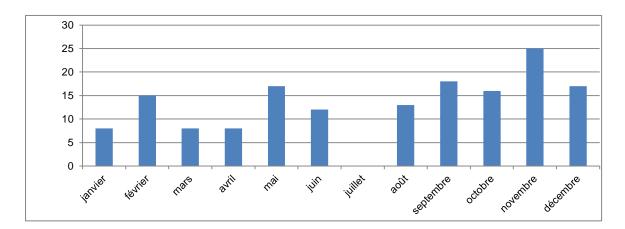
3.9. Changement de présidence au sein d'une commission

21.02	Commission judiciaire	LR	Fabio Bongiovanni	Marc-André Nardin
29.03	Commission judiciaire	LR	Marc-André Nardin	Walter Willener

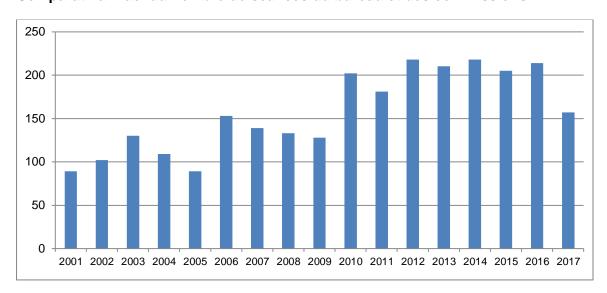
3.10. Séances du bureau et des commissions

Organes	Nombre de séances
Bureau du Grand Conseil	9
Bureau provisoire	1
Présidents de groupes	1
Commissions permanentes	
Commission législative (CL)	11
sous-commission assistance judiciaire	6
Commission de gestion (COGES)	8
sous-commission DEF	5
sous-commission DEAS	3
sous-commission DFS	4
sous-commission DDTE	4
sous-commission DJSC	3
bureau de la commission de gestion	15
Commission des finances (COFI)	15
sous-commission DEF	0
sous-commission DEAS	0
sous-commission DFS	0
sous-commission DDTE	0
sous-commission DJSC	0
COGES / COFI réunies	0
sous-commissions DEF réunies	2
sous-commissions DEAS réunies	3
sous-commissions DFS réunies	7
sous-commissions DDTE réunies	2
sous-commissions DJSC réunies	2
Commission des affaires extérieures (CAF)	4
Commission judiciaire (CJ)	8
Commission de rédaction	0
Commission des pétitions et des grâces (CPG)	0
Commissions thématiques	
Commission fiscalité	4
Commission infrastructures routières	1
Commission santé	5
Commission énergie	1
Commission prévoyance	8
Commission école obligatoire	5
·	
Commissions temporaires (cf. détail sur le travail des commissions temporaires au chapitre 2.8)	20
TOTAL	157

Nombre de séances du bureau et des commissions par mois en 2017

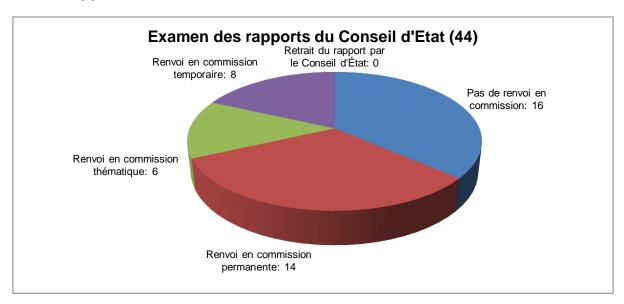


Comparatif annuel du nombre de séances du bureau et des commissions

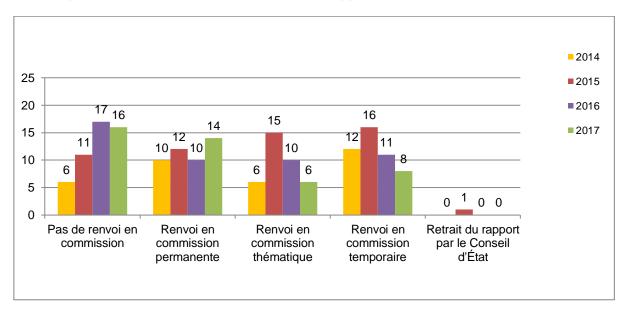


4. OBJETS

4.1. Rapports du Conseil d'État



Statistique annuelle des suites données aux rapports du Conseil d'État



Détail:

Départ. adoption	Rapport du Conseil d'État	Décision du bureau	Date du renvoi	Nombre séances	Traitement session
DJSC 30.11.16	16.044 Droit de cité neuchâtelois Rapport à l'appui d'un projet de loi sur le droit de cité neuchâtelois (LDCN)	Commission législative	12.01	1	Mars

PRÉS.	16.045 Votation cantonale				
30.11.16	Rapport concernant la validation de la votation cantonale du 25 septembre 2016 sur : 1. la loi du 3 décembre 2015 portant modification de la loi concernant l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques 2. le décret du 21 juin 2016 portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE) (Droit d'éligibilité des étrangers)	Pas de renvoi en commission	12.01	-	Février
DEF 05.12.16	16.046 Rémunération des curatrices et curateurs Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi concernant les autorités de protection de l'adulte et de	Commission législative	12.01	2	Juin
PRÉSID ENCE 14.12.16	l'enfant (LAPEA) 16.047 Rives pour toutes et tous Rapport à l'appui d'un projet de décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative législative populaire cantonale « Rives pour toutes et tous! »	Pas de renvoi en commission	12.01	_	Février
DEF 21.12.16	16.048 Extension de l'École Pierre-Coullery Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit de 3'940'000 francs pour l'extension de l'École Pierre-Coullery du CIFOM dans le bâtiment de l'Ancien Hôpital de La Chaux-de-Fonds	Commission temporaire	12.01	1	Fé∨rier
DJSC 23.01.17	17.001 Opération Vercingétorix aussi à Neuchâtel Rapport proposant le classement de la motion 13.123 « Opération Vercingétorix aussi à Neuchâtel »	Pas de renvoi en commission	09.02	-	Mars
DJSC 23.01.17	17.002 Loi sur la police Rapport à l'appui d'un projet de loi portant révision de la loi sur la police (LPol)	Commission législative	09.02	1	Juin
DJSC 01.02.17	17.003 Protection des données Rapport en réponse au postulat de la Commission Prestations d'action sociale 16.128 « Échange d'informations personnelles-protection des données »	Pas de renvoi en commission	16.03	-	Juin
DDTE 08.02.17	 17.004 Exploration durable du sous-sol Rapport à l'appui d'un projet de loi modifiant la loi sur les mines et les carrières (LMiCa) en réponse à la motion de la commune de Val-de-Travers 13.160, du 27 juin 2013, « Interdiction de la prospection et de l'exploitation du gaz de schiste dans le sous-sol neuchâtelois » à la motion du groupe Vert'libéral 14.128, du 26 avril 2014, « Création d'une base légale pour l'exploitation du sous-sol » à la motion du groupe socialiste 14.129, du 27 avril 2014, « Pour une révision de la loi sur les mines et les carrières » 	Commission législative	16.03	Traitement pas terminé	Sera traité en 2018

DDTE 08.02.17	17.005 Bilan de la gestion des déchets urbains Rapport en réponse au postulat du groupe socialiste 16.105, du 22 janvier 2016, « Déchets et introduction de la taxe au sac : l'heure du bilan ? »	Commission temporaire chargée également de l'examen du rapport 17.011	16.03	Traitement pas terminé	Sera traité en 2018
DJSC 08.02.17	17.006 Police de la navigation Rapport à l'appui d'un projet de décret abrogeant le décret portant adhésion à la Convention intercantonale relative au contrôle et à la police de la navigation sur les lacs de Neuchâtel, Bienne et Morat et sur les canaux de la Thielle et de la Broye	Pas de renvoi en commission	16.03	-	Juin
DFS 15.02.17	17.007 Transparence des coûts de la CCT Santé 21 Rapport en réponse à la motion du groupe libéral-radical 14.121, du 24 mars 2014, « CCT Santé 21 : pour la transparence, enfin! »	Pas de renvoi en commission	16.03	_	Mars
DEAS 20.02.17	17.008 Base de données des établissements, entreprises et entités du canton de Neuchâtel (LBDEEE) Rapport à l'appui d'un projet de loi portant sur la base de données des établissements, entreprises et entités du canton de Neuchâtel (LBDEEE)	Commission législative	16.03	1	Octobre
DDTE 08.03.17	17.009 Gens du voyage Rapport concernant la gestion cantonale du transit et des séjours des gens du voyage sur le territoire neuchâtelois	Commission temporaire chargée également de l'examen du rapport 17.034	23.11	Traitement pas terminé	Sera traité en 2018
DDTE 08.03.17	17.010 Mobilité douce Rapport à l'appui a) d'un projet de loi sur la mobilité douce (LMD) b) d'un projet de décret portant octroi d'un crédit de 5 millions de francs pour la première étape de réalisation des itinéraires cyclables	Commissions temporaire	04.05	2	Octobre
DDTE 27.03.17	17.011 Sites pollués : état des lieux et financement Rapport à l'appui d'un projet de loi modifiant la loi sur le fonds cantonal des eaux et la loi concernant le traitement des déchets en réponse - à la motion du groupe libéral-radical 15.113, du 20 janvier 2015, « Politique en matière d'assainissement de sites industriels pollués » - à la motion du groupe socialiste 10.158, du 1 ^{er} septembre 2010, « Gestion des sites pollués »	Commission temporaire chargée également de l'examen du rapport 17.005	04.05	1	Juin 1 ^{er} volet du rapport
DEF 27.03.17	17.012 ES « Énergie et environnement » Rapport en réponse au postulat du groupe libéral-radical 15.166 « Nouvelle formation ES (école supérieure) en mode dual orientation « énergie et environnement », pourquoi ne pas développer cette filière dans le canton de Neuchâtel ? »	Pas de renvoi en commission	04.05	-	Juin

		1	1		,
DFS 29.05.17	17.020 Cybersanté et dossier électronique du patient Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 3 millions de francs en vue de la constitution et de la certification d'une communauté de référence cantonale au sens de la loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEP)	Commission Santé	15.06	2	Octobre
DFS 26.06.17	17.021 Crédits supplémentaires 2017 Rapport à l'appui d'un projet de décret concernant les demandes de crédits supplémentaires au budget 2017 (suppléments 2017)	Commission des finances	24.08	1	Octobre
DJSC 03.07.17	17.022 Garages de l'État Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 11,9 millions de francs pour le renouvellement et l'acquisition de véhicules et de machines pour les besoins de l'administration cantonale	Commission des finances	24.08	3	Novembre
DJSC 16.08.17	17.023 Réforme du droit des sanctions Rapport à l'appui d'une modification de la loi sur l'exécution des peines et des mesures pour les personnes adultes (LPMPA)	Commission temporaire	14.09	1	Novembre
DFS 30.08.17	17.024 Centre neuchâtelois de psychiatrie Rapport à l'appui: - d'un projet de décret abrogeant le décret autorisant un cautionnement simple de 52'000'000 francs pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie - d'un projet de décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 20'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à son fonds de roulement - d'un projet de décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 60'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à ses investissements - d'un projet de décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 30'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à ses investissements relatifs à la mise en œuvre de ses options stratégiques 2015-2022 - d'un projet de décret portant octroi d'un crédit supplémentaire de 2'010'000 francs pour une subvention extraordinaire au Centre neuchâtelois de psychiatrie destinée à la mise en conformité de son bilan aux règles de comptabilisation des investissements et amortissements	Commission Santé	14.09	3	Décembre

DEC	47 005 Occations allies constituted at				
DFS 20.09.17	17.025 Système d'information et de gestion de l'État				
	Rapport à l'appui d'un projet de loi sur le traitement de données à des fins de gestion administrative et financière au sein	Commission de gestion	1 26 10	26.10 1	Décembre
	de l'État				
DJSC	17.026 Tarif des frais				
20.09.17	Rapport à l'appui d'un projet de décret portant modification du décret fixant le tarif des frais, des émoluments de chancellerie et des dépens en matière civile, pénale et administrative (TFrais)	Commission législative	26.10	Traitement pas terminé	Sera traité en 2018
DFS	17.027 Budget de l'Etat pour l'exercice			Traitement	
25.09.17	Projet de budget pour l'exercice 2018 et	Commission des finances	26.10	pas terminé	Sera traité en 2018
	rapport du Conseil d'État à l'appui				
DJSC 04.10.17	17.028 Caisse de pensions pour la fonction publique du canton de Neuchâtel	Commission		Traitement	Sera traité
	Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur la Caisse de pensions pour la fonction publique du canton de Neuchâtel (LCPFPub)	Prévoyance	26.10	pas terminé	en 2018
DFS	17.029 Assainissement des finances				
04.10.17	Rapport à l'appui d'un projet de décret portant modification :				
	 du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal direct et de l'impôt communal direct dus par les personnes physiques 	Commission des finances	26.10	3	Décembre
	du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal et communal sur le bénéfice et	illiances			
	le capital des personnes morales				
DFS 04.10.17	17.030 Prestations d'intérêt général Hôpital neuchâtelois (HNE)				
	Rapport en réponse au postulat de la commission des finances 15.114, du 4 février 2015, Hôpital neuchâtelois (HNE) – subventions pour prestations d'intérêt général (PIG)	Pas de renvoi en commission	26.10	-	Décembre
DEAS	17.031 Politique régionale				
04.10.17	Rapport d'information concernant la conclusion des accords de positionnement stratégique des régions Neuchâtel Littoral, Montagnes neuchâteloises, Val-de-Ruz et Val-de-Travers	Pas de renvoi en commission	26.10	_	Sera traité en 2018
		l	l		

PRÉS.	17.032 Votation cantonale				
PRES. 01.11.17	17.032 Votation cantonale Rapport d'information concernant la validation de la votation cantonale du 24 septembre 2017 sur : a) le décret du 1 ^{er} novembre 2016 portant octroi d'un crédit d'engagement de 48'500'000 francs pour la construction d'un nouvel Hôtel judiciaire à La Chauxde-Fonds; b) le décret du 27 mars 2017 portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE) (Réforme des institutions); c) le décret du 22 février 2017 portant modification: — du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal direct et de l'impôt communal direct dus par les personnes physiques — du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal et communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales; — du décret approuvant une modification apportée à l'accord signé le 11 avril 1983 par le Conseil fédéral et par le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers d'une part, concernant la compensation financière prévue par cet accord d'autre part	Pas de renvoi en commission	23.11	_	Sera traité en 2018
DJSC 06.11.17	 17.033 Pilotage de la masse salariale de l'État Rapport en réponse à la motion 14.105 « Masse salariale de l'État – un nouvel outil de pilotage adapté aux défis futurs », au postulat 14.169 « Meilleure répartition de la progression de 0.5% » 	Commission de gestion	23.11	Traitement pas terminé	Sera traité en 2018
DDTE 06.11.17	17.034 Loi sur le stationnement des communautés nomades Rapport à l'appui d'un projet de loi sur le stationnement des communautés nomades (LSCN) en relation avec : 17.009 Gens du voyage Rapport concernant la gestion cantonale du transit et des séjours des gens du voyage sur le territoire neuchâtelois	Commission temporaire chargée également de l'examen du rapport 17.009	23.11	Traitement pas terminé	Sera traité en 2018
PRÉS. 06.11.17	17.035 Initiative « Pour la défiscalisation totale des primes maladie obligatoires » Rapport à l'appui d'un projet de décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative législative populaire cantonale « Pour la défiscalisation totale des primes maladie obligatoires »	Décision de non-renvoi puis renvoi à la commission législative	23.11 puis 23.01 2018	Traitement pas terminé	Sera traité en 2018

DEF 14.11.17	17.036 Encadrement de la scolarité obligatoire Rapport en réponse au postulat du député Andreas Jurt 14.168, du 1 ^{er} décembre 2014, « École obligatoire : Moins d'étatmajor de directions d'écoles, moins de paperasse et davantage de focus à l'enseignement »	Commission École obligatoire	19.12	Traitement pas terminé	Sera traité en 2018
DEAS 22.11.17	17.038 Intégration interculturelle Rapport à l'appui d'un projet de décret portant octroi d'un crédit d'engagement quadriennal de 13,8 millions de francs au brut pour la réalisation des objectifs du programme d'intégration cantonal (PIC)	Commission temporaire	19.12	Traitement pas terminé	Sera traité en 2018
DEAS 27.11.17	17.039 Monitorage intégration professionnelle Rapport en réponse au postulat de la commission prestations d'action sociale 16.129, du 21 mars 2016, « Indicateur de pilotage et de suivi de la nouvelle politique en matière d'intégration professionnelle »	Pas de renvoi en commission	19.12	_	Sera traité en 2018
DFS 22.11.17	17.040 Programme de législature 2018- 2021 Rapport à l'appui du programme de législature 2018 – 2021 et de son plan financier	Commission des finances	19.12	-	Sera traité en 2018

4.2. Rapports de commissions

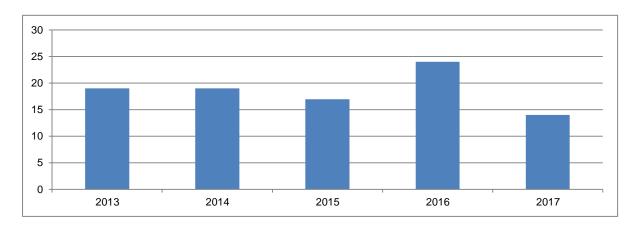
Selon graphique et liste ci-devant, 29 rapports du Conseil d'État ont été envoyés à l'examen préalable de commissions, aux termes des articles 169 et suivants de la loi d'organisation du Grand Conseil, lesdites commissions étant chargées d'établir un rapport à l'intention du Grand Conseil.

Les commissions parlementaires ont par ailleurs adopté les 14 rapports suivants à l'intention du Grand Conseil :

Commission	Rapport	Département	Date d'adoption	Traitement session
Encadrement de l'assistance au suicide 14.166_Encadrement de l'assistance au suicide Rapport à l'appui d'un projet de décret soumettant une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale relative aux conditions de l'assistance au suicide		DFS	22.02	Mars
Santé	16.137 Produits alimentaires à haute valeur énergétique Rapport à l'appui d'un projet de décret soumettant une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale pour une législation fédérale sur les produits sucrés et pour une restriction de l'accès aux produits alimentaires à haute valeur énergétique	DFS	16.01	Février
Législative	16.162 Taxe des véhicules automobiles Rapport à l'appui d'un projet de loi portant modification de la loi sur la taxe des véhicules automobiles, des remorques et des bateaux (LTVRB)	DDTE	21.09	Novembre

	T	•		
Législative	17.601 Organisation du Grand Conseil Rapport à l'appui d'un projet de loi portant révision de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (2 ^e bilan et toilettage)	PRÉS.	14.02	Mars
Affaires extérieures	17.602 Bureau interparlementaire de coordination Rapport relatif au rapport de gestion pour l'année 2016 du Bureau interparlementaire de coordination (BIC)	DJSC	27.04	Juin
Affaires extérieures	17.603 Contrôle parlementaire Convention scolaire romande Rapport relatif au rapport annuel 2016 de la commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CIP CSR)	DEF	27.04	Juin
Affaires extérieures	17.604 Contrôle parlementaire détention pénale Rapport relatif au rapport annuel 2015 de la commission interparlementaire Détention pénale	DJSC	27.04	Juin
Affaires extérieures	17.605Contrôle parlementaire HE-Arc Rapport relatif au rapport d'activités 2014- 2015-2016 de la commission interparlementaire HE-Arc	DEF	27.04	Juin
Validation des élections	17.606 Élections cantonales Rapport à l'appui d'un projet de décret portant validation des élections du Grand Conseil et du Conseil d'État	PRÉS.	11.05	Mai
Judiciaire	17.607 Commission judiciaire Rapport d'information de la commission sur son activité au cours de la période du 1 ^{er} septembre 2016 au 29 mai 2017	-	30.05	Octobre
Affaires extérieures	17.608 Contrôle parlementaire As-So Rapport relatif au rapport annuel 2016 de la commission interparlementaire de surveillance LPP As-So	DJSC	01.11	Décembre
Affaires extérieures	17.609 Contrôle parlementaire Détention pénale Rapport relatif au rapport annuel 2016 de la commission interparlementaire de contrôle de la détention pénale	DJSC	01.11	Décembre
Affaires extérieures	17.610 Contrôle parlementaire HEP-BEJUNE Rapport relatif au rapport d'activités 2014-2015-2016 de la commission interparlementaire de la HEP-BEJUNE	DEF	01.11	Décembre
Affaires extérieures	17.611 Contrôle parlementaire HES-SO Rapport relatif au rapport annuel 2016 de la commission interparlementaire de contrôle HES-SO	DEF	01.11	Décembre

Comparatif annuel du nombre de rapports – non issus de rapports du Conseil d'État – adoptés par les commissions



4.3. Lois et décrets adoptés

24 janvier 2017

Décret sur la conception directrice de l'énergie 2015

25 janvier 2017

Loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEL)

21 février 2017

- Décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative législative populaire cantonale
 « Pour la défiscalisation totale des primes maladie obligatoires »
- Décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative législative populaire cantonale « Rives pour toutes et tous! »
- Décret portant octroi d'un crédit de 3'940'000 francs pour l'extension de l'École Pierre-Coullery du CIFOM dans le bâtiment de l'Ancien Hôpital de La Chaux-de-Fonds
- Loi portant modification de
 - la loi sur les communes (LCo)
 - la loi sur les droits politiques (LDP)
 - la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC)
 - la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN)

(Réforme des institutions)

22 février 2017

- Décret portant modification
 - du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal direct et de l'impôt communal direct dus par les personnes physiques
 - du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal et communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales
 - du décret approuvant une modification apportée à l'accord signé le 11 avril 1983 par le Conseil fédéral et par le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers d'une part, concernant la compensation financière prévue par cet accord d'autre part
- Décret soumettant une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale pour une législation fédérale sur les produits sucrés et pour une restriction de l'accès aux produits alimentaires à haute valeur énergétique

27 mars 2017

 Décret portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (Cst.NE) (Réforme des institutions)

- Décret soumettant une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale relative aux conditions de l'assistance au suicide
- Loi portant modification
 - de la loi sur le Centre neuchâtelois de psychiatrie (LCNP)
 - de la loi sur l'Hôpital neuchâtelois (LHNE)
 - de la loi portant constitution d'un établissement de droit public pour le maintien à domicile (NOMAD – Neuchâtel organise le maintien à domicile)
- Décret portant approbation de la convention entre la Confédération et les cantons visant à l'harmonisation de l'informatique de la justice pénale (HIJP)
- Loi sur le droit de cité neuchâtelois (LDCN)

29 mars 2017

 Loi portant modification de la loi sur le financement des établissements médico-sociaux (LFinEMS)

30 mai 2017

Décret portant validation des élections du Grand Conseil et du Conseil d'État

27 juin 2017

- Décret portant approbation des comptes et de la gestion pour l'exercice 2016
- Loi portant révision de la loi sur la police (LPol)
- Décret portant octroi d'un crédit-cadre complémentaire de 4'095'000 francs pour l'assainissement des chaussées et des installations électromécaniques de la route principale H20
- Décret portant octroi d'un crédit complémentaire de 330'000 francs pour l'assainissement des conditions sécuritaires dans les tunnels sous La Vue-des-Alpes
- Décret portant octroi d'un crédit complémentaire de 2'300'000 francs pour les études relatives à l'élaboration du dossier H20
- Loi portant modification de la loi concernant les autorités de protection de l'adulte et de l'enfant (LAPEA)
- Loi modifiant la loi sur le fonds cantonal des eaux et la loi concernant le traitement des déchets
- Loi portant modification de la loi concernant l'harmonisation des registres officiels de personnes et le contrôle des habitants (LHRCH)
- Décret abrogeant le décret portant adhésion à la Convention intercantonale relative au contrôle et à la police de la navigation sur les lacs de Neuchâtel, Bienne et Morat et sur les canaux de la Thielle et de la Broye

28 juin 2017

- Décret concernant la recevabilité matérielle de l'initiative constitutionnelle populaire cantonale « Pour le droit de vote à 16 ans sur demande »
- Loi portant modification de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC)

26 septembre 2017

- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 3 millions de francs en vue de la constitution et de la certification d'une communauté de référence cantonale au sens de la Loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEP)
- Loi portant modification de la loi sur l'organisation scolaire (LOS)
- Loi sur la mobilité douce (LMD)

 Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 5 millions de francs pour la réalisation d'itinéraires cyclables

27 septembre 2017

- Loi portant sur la base de données des établissements, entreprises et entités du canton de Neuchâtel (LBDEEE)
- Décret concernant les demandes de crédits supplémentaires au budget 2017 (suppléments 2017)

7 novembre 2017

- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 5'984'000 francs pour le renouvellement et l'acquisition de véhicules et de machines pour les besoins de l'administration cantonale
- Loi portant modification de la loi sur la taxe des véhicules automobiles, des remorques et des bateaux (LTVRB)
- Loi portant modification de la loi sur l'exécution des peines et des mesures pour les personnes adultes (LPMPA)

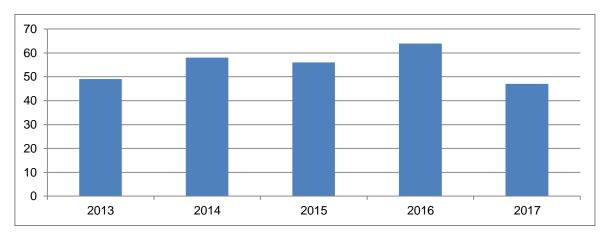
5 décembre 2017

- Décret portant modification
 - du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal direct et de l'impôt communal direct dus par les personnes physiques
 - du décret fixant les coefficients de l'impôt cantonal et communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales
- Décret abrogeant le décret autorisant un cautionnement simple de 52'000'000 francs pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie
- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 20'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à son fonds de roulement
- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 60'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à ses investissements
- Décret portant octroi d'un crédit d'engagement de 30'000'000 francs permettant un cautionnement simple pour le Centre neuchâtelois de psychiatrie nécessaire à ses investissements relatifs à la mise en œuvre de ses options stratégiques 2015 2022
- Décret portant octroi d'un crédit supplémentaire de 2'010'000 francs pour une subvention extraordinaire au Centre neuchâtelois de psychiatrie destinée à la mise en conformité de son bilan aux règles de comptabilisation des investissements et amortissements
- Loi sur le traitement de données à des fins de gestion administrative et financière au sein de l'État

19 décembre 2017

- Loi portant modification de la loi sur les aides à la formation (LAF)
- Décret portant abrogation du décret sur le fonds pour l'encouragement des études et de la formation professionnelle
- Loi portant modification de la loi sur l'emploi et l'assurance-chômage (LEmpl)
- Loi portant modification temporaire de la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) (Diminution des indemnités de présence)
- Loi portant modification de la loi sur les contributions directes (LCDir) (Modification barème et taux)

Comparatif annuel du nombre de lois et décrets adoptés



4.4. Règlement modifié par un organe du Grand Conseil

Le règlement suivant a été modifié :

15 juin et 24 août

 Règlement du bureau du Grand Conseil sur l'indemnisation des membres et membres suppléants du Grand Conseil

4.5. Questions et interpellations

Statistique du nombre de dépôts, traitements, classements en 2017

Types d'objets	Déposées	Traitées, réponse orale	Traitées, réponse écrite	Retirées
Questions	48	44	7	-
Interpellations	24	21	_	1
Total	72	65	7	1
Total 2016	99	78	13	2
Total 2015	95	86	13	1
Total 2014	91	88	3	1
Total 2013	107	101	3	0

4.6. Autres propositions

Statistique du nombre de dépôts, traitements, classements en 2017

Types d'objets	Déposés	Acceptés	Refusés	Retirés	Déclarés irrecevables	Transformés en un autre objet	Classés	Refus de classement
Motions, motions populaires et prop. de communes	5	1	1	1	_	_	6	1
Postulats	10	5	1	2	-	-	13	1
Recommandations	5	2	_	_	-	1	3	_
Résolutions	2	2	_	_	-	_	_	_
Avis lors d'une consultation fédérale	_	_	_	_	_	_	_	_
Projets de lois et de décrets	4	_	_	4	_	_	11	1
Total	26	10	2	7	0	1	33	3
Total 2016	53	17	11	15	1	2	43	2
Total 2015	69	37	16	13	0	4	50	1
Total 2014	51	18	11	5	0	7	113	1
Total 2013	63	32	10	5	1	4	30	3

4.7. Recommandations, motions et postulats en attente de réponse du Conseil d'État

a) Recommandations

État au 31 décembre :

Nombre de recommandations dont le délai de réponse				
est dépassé (6 mois)	5			
court toujours	_			
Total	5			
Total 2016	6			
Total 2015	8			
Total 2014	2			
Total 2013	3			

b) Motions

État au 31 décembre :

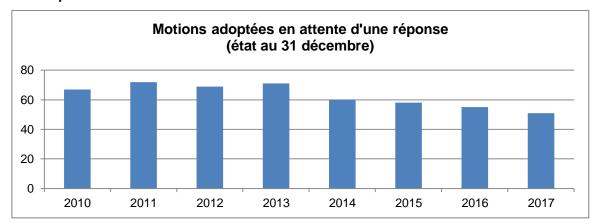
Motions acceptées <u>après</u> le 28 mai 2011, soumises au nouveau droit¹ :

Nombre de motions dont le délai de réponse				
est dépassé (2 ans)	33			
court toujours	7			
Total	40			

Motions acceptées <u>avant</u> le 28 mai 2011, soumises à l'ancien droit² :

Nombre de motions en attente de réponse	11
---	----

Historique:



c) Postulats

État au 31 décembre :

Postulats acceptés après le 28 mai 2011, soumis au nouveau droit³

Nombre de postulats dont le délai de réponse			
est dépassé (1 ans)	27		
court toujours	5		
Total	32		

Postulats acceptés <u>avant</u> le 28 mai 2011, soumis à l'ancien droit⁴

Nombre de postulats en attente de réponse	18
---	----

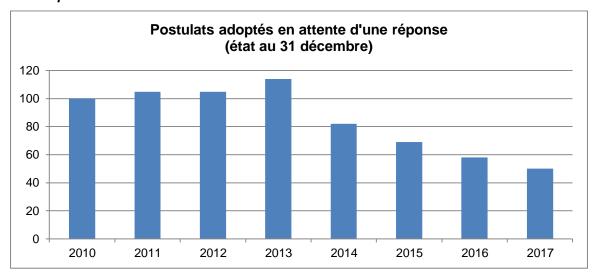
¹ OGC du 30 octobre 2012, art. 233, 234 et 375

² OGC du 30 octobre 2012, art. 375, OGC du 22 mars 1993, art. 70

³ OGC du 30 octobre 2012, art. 242, 243 et 375

⁴ OGC du 30 octobre 2012, art. 375, OGC du 22 mars 1993, art. 70

Historique:



NB:

La liste détaillée des motions et postulats en attente de réponse du Conseil d'État, fait l'objet d'une base de données mise à jour après chaque session du Grand Conseil. Elle peut être obtenue en tout temps auprès du secrétariat général du Grand Conseil.

Par ailleurs, cette liste figure sur le site Internet de l'État sous Grand Conseil / Objets / Motions, puis cliquer sur « En cours de traitement » (idem pour les postulats, recommandations, projets de lois et de décrets).

4.8. Projets de lois et de décrets en cours de traitement au sein des commissions

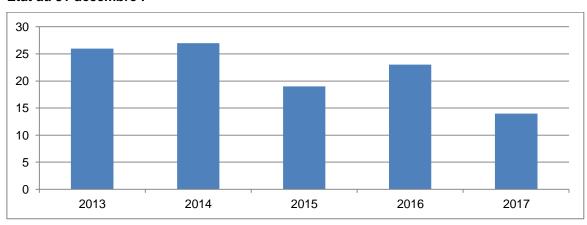
État au 31 décembre :

Numéro Département	Date de renvoi en commission Nom du projet	Commission
07.205 PRÉS.	5 décembre 2007 Projet de décret du groupe UDC, portant modification de la Constitution de la République et Canton de Neuchâtel (incompatibilités)	Réforme des institutions
09.117 DDTE	18 février 2009 Projet de loi Christian Boss, portant révision totale de la loi sur les routes et voies publiques (LRVP)	Législative
12.109 DDTE	22 février 2012 Projet de loi Nicolas de Pury, portant modification de la loi sur la viticulture (LVit)	Législative
12.169 DFS	5 décembre 2012 Projet de loi Cédric Dupraz, Blaise Courvoisier, Bertrand Nussbaumer, Souhaïl Latrèche et Jean-Claude Guyot, portant modification sur la loi sur l'Etablissement hospitalier multisite cantonal (LEHM)	Santé
14.130 DDTE	27 mai 2014 Projet de loi Marc-André Nardin, constituant la loi sur l'exploitation du sous-sol profond et l'extraction de richesses minières	Législative
15.168 DDTE	3 novembre 2015 Projet de loi portant révision de la loi sur l'énergie (LCEn) (Electricité renouvelable pour bâtiment neufs et transformés)	Energie

16.119 PRÉS.	23 février 2016 Prolongement de la législature à 5 ans (Cst.NE)	Réforme des institutions
16.136 DFS	27 avril 2016 Institution d'un impôt sur les successions et sur les donations entre vifs (Lsucc) (Partenariat enregistré)	Fiscalité
16.143 DFS	24 mai 2016 Institution d'un impôt sur les successions et sur les donations entre vifs (Lsucc) (Partenariat enregistré)	Fiscalité
16.152 DFS	22 juin 2016 Projet de loi portant modification de la loi sur les contributions directes (LCdir) (Impôt sur la fortune des personnes physiques)	Fiscalité
16.181 DFS	24 janvier 2017 Projet de loi portant modification de la loi sur les contributions directes (LCdir) (Compensation des effets de la progression à froid)	Fiscalité
17.107 DEAS	22 février 2017 Projet de loi portant modification de la loi sur les heures d'ouvertures des commerces (LHOCom)	Législative
17.112 DEF	29 mars 2017 Projet de loi portant modification de la loi sur l'accueil des enfants (LAE)	Péréquation financière
17.149 DDTE	19 décembre 2017 Projet de loi portant modification de la loi sur la police du commerce (LPCom) (Promouvoir les produits du terroir)	Législative

Comparatif annuel du nombre de projets de lois et décrets en cours de traitement au sein des commissions

État au 31 décembre :



5. INFORMATISATION

5.1. Vote électronique

Les résultats nominatifs des votes sont publiés sur le site Internet de l'État à l'issue de chaque session.

En 2017, le nombre de votes électroniques a été le suivant :

Sessions	Nombre de votes électroniques
Janvier	22
Février	15
Mars	24
Mai	1
Juin	30
Octobre	14
Novembre	8
Décembre	59
Total	173
Total 2016	184
Total 2015	187
Total 2014	162

5.2. Parlement sans papier

Depuis l'introduction du Parlement sans papier en 2013, tous les documents non confidentiels sont transmis aux membres du parlement par le biais de leur publication sur le site Internet du Grand Conseil, accompagnée d'un courriel comportant le lien hypertexte vers les fichiers concernés.

Une plateforme Intranet, concernant en particulier les commissions parlementaires, était à disposition de leurs membres au cours de la législature 2013-2017, regroupant les fichiers confidentiels relatifs aux travaux de chaque commission. Pour des raisons, avant tout, d'économies, mais également suite au peu d'intérêt de nombreux membres de commissions à utiliser cette plateforme, son accès étant malaisé du fait du système d'accès informatique avec authentification forte, cette plateforme a été supprimée en mai 2017 (fin de la législature), au bénéfice de la transmission de fichiers PDF par courriel, qui se faisait déjà auparavant en parallèle à la publication sur la plateforme Intranet, à la satisfaction générale de ses destinataires.

Par ailleurs, la loi d'organisation du Grand Conseil (OGC) a été modifiée au début de la présente législature, pour imposer à tous les membres du Grand Conseil d'adhérer au système de Parlement sans papier. Dorénavant il ne leur est plus possible de renoncer à toucher l'indemnité informatique au bénéfice d'un envoi de documents sous forme papier.

De plus, le bureau s'intéresse à l'évolution des moyens de retranscription automatique des débats, qui pourraient être utilisés pour la saisie des procès-verbaux du Grand Conseil et de ses organes grâce à un système de reconnaissance vocale. À ce jour, les développements réalisés dans d'autres parlements cantonaux ne sont toutefois pas encore satisfaisants, tant du point de vue qualitatif que financier. Le secrétariat général du Grand Conseil assure le suivi de l'évolution technologique en matière de reconnaissance vocale, dans l'objectif d'une application future au sein du Grand Conseil neuchâtelois.

5.3. Site Internet de l'État

La partie « Grand Conseil » du site Internet de l'État a reçu, au cours de cette année, un total de 47'673 visites et 186'700 pages vues, et ses chapitres principaux ont atteint les scores suivants :

- Chapitre Composition: 42'103 visites et 66'781 pages vues,
- Chapitre Sessions: 34'640 visites et 47'855 pages vues, dont, pour le sous-chapitre Ordre du jour et objets traités: 8'468 visites et 11'227 pages vues,
- Chapitre Objets: 18'350 visites et 27'879 pages vues.

Il s'agit toutefois de statistiques « minimales ». Les chiffres réels, en particulier pour le chapitre « Objets » sont plus élevés en raison du fait que les documents PDF visualisés directement soit

par Google, soit par un lien dans un courriel, soit par le moteur de recherche du site, ne peuvent pas être comptabilisés.

Par ailleurs, il faut que l'internaute sorte du site durant au minimum 30 minutes pour que le système décompte une seconde visite sur la même rubrique.

5.4. Diffusion audiovisuelle des sessions

Le chapitre « Débats en direct et archives audiovisuelles des sessions » du site Internet de l'État a reçu, au cours de cette année le nombre de visites suivant :

- en direct : moyenne de 1'406 visiteurs par séance pour un total de 20 séances du Grand Conseil.
- archives : moyenne de 182 vues par séance.

6. BUDGET ET COMPTES

Le résultat des comptes des autorités législatives est de 15,8% inférieur au budget. La différence s'explique notamment au travers de la statistique du chapitre 7.

Les chiffres globaux sont les suivants :

Autorités législatives	Budget 2017	Comptes 2017	Ecart en fr.	Ecart en %
Fonctionnement	3'181'718.–	2'678'436	- 503'282	- 15.8

Historique:

Autorités législatives	Budget	Comptes	Ecart en fr.	Ecart en %
Fonctionnement – 2016	3'533'095.–	3'309'594.–	- 223'501. -	- 6,3
Fonctionnement – 2015	3'644'930.–	3'476'808.–	- 168'122 <i>.</i> -	- 4,6
Fonctionnement – 2014	3'669'776	3'453'322.–	- 216'454. -	- 5,9

7. INDEMNITÉS

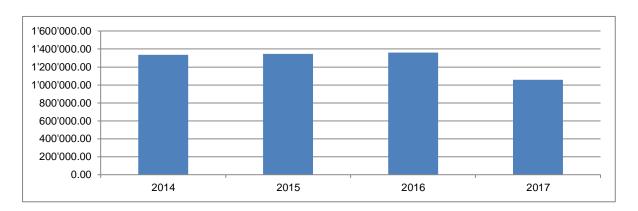
7.1. Indemnités de présence

Cette année, le Grand Conseil n'a pas tenu de session au début du mois de septembre. Les séances de groupes y relatives ont également été supprimées. Les organes du Grand Conseil (bureau, commissions et sous-commissions) ont tenu une cinquantaine de séances de moins qu'en 2016.

La réduction temporaire de 2,5% des indemnités de présence adoptée par le Grand Conseil en décembre 2016, lors du traitement du budget 2017, a également influencé à la baisse les chiffres ci-dessous.

	Année 2017	Année 2016	Année 2015	Année 2014
Sessions	434'850.–	530'150.–	539'100	486'650.–
Séances de groupes	339'592.–	419'550.–	398'800.–	422'400
Commissions parlementaires	265'921	392'400.—	374'325	398'900.–
Représentations	17'620	17'000.–	34'800	27'000.–
Total	1'057'983	1'359'100.–	1'347'025.–	1'334'950.–

Comparatif annuel du montant versé à titre d'indemnités de présence



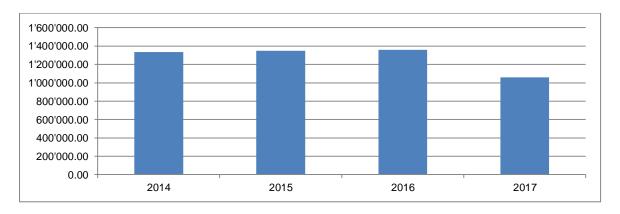
7.2. Indemnités de déplacement

La disposition prévoyant une majoration de l'indemnité kilométrique de 1,5 fois pour les personnes choisissant d'être indemnisées par des bons de transports publics (art. 334 OGC) a été abrogée au 1^{er} janvier 2017.

Cette indemnité a de plus été plafonnée à la valeur de l'abonnement annuel de la Communauté tarifaire neuchâteloise « Onde verte » adulte, 2^e classe, pour le maximum du nombre de zones existantes. À noter que pour 2017, seuls 4 membres du Grand Conseil ont atteint ce plafond.

	Année 2017	Année 2016	Année 2015	Année 2014
Montant total versé à titre d'indemnités de déplacement	111'057	156'664.–	148'746.–	176'940.–
Nombre de membres ayant opté pour les indemnités kilométriques		107	103	105
Montant total des indemnités		93'254.–	87'946.–	104'986.—
Nombre de membres ayant opté pour les bons de transports publics		44	48	46
Montant total des bons		63'410	60'800.—	71'954.—

Comparatif annuel du montant versé à titre d'indemnités de déplacement



7.3. Fiscalisation des indemnités

Les modalités de la fiscalisation des indemnités des membres du Grand Conseil se présentent ainsi :

- Les indemnités de présence sont imposées sous déduction d'un forfait de frais d'acquisition du revenu de 50%. La déduction forfaitaire accordée est d'au minimum 3'000 francs et au maximum 8'000 francs.
- Les indemnités kilométriques ainsi que les indemnités informatiques remboursement de frais réels – ne sont pas imposables.

A fin janvier de chaque année, le secrétariat général du Grand Conseil délivre à chaque membre du Grand Conseil un certificat de salaire à l'intention de l'autorité fiscale, assorti d'une note complémentaire précisant le montant à déclarer après calcul de la déduction forfaitaire accordée.

8. ÉVÈNEMENTIEL

8.1. Visites

Ni le Grand Conseil ni son bureau n'ont effectué de visites au cours de cette année.

8.2. Réceptions

Aucune réception n'a eu lieu au cours de cette année.

8.3. Autres manifestations

La 54^e Réunion des Bureaux des Grands Conseils s'est déroulée les 29 et 30 septembre au Jura, sur le thème « Juridiction constitutionnelle et parlements ». Une délégation du bureau du Grand Conseil y était représentée.

Une délégation du Grand Conseil s'est, quant à elle, rendue les 10 et 11 novembre à Lausanne pour l'Assemblée générale annuelle de la Société suisse pour les questions parlementaires, sur le thème « La haute surveillance des tribunaux : rôles et compétences du parlement ».

En date du 24 novembre, la réunion annuelle des présidents et vice-présidents des parlements cantonaux de Suisse s'est déroulée à Fribourg. M. Jean-Paul Wettstein, président, et M. François Konrad, 1^e vice-président du Grand Conseil neuchâtelois, ont participé à cette rencontre.

9. SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

9.1. Composition

L'effectif du secrétariat général, auparavant de 8,4 EPT, a été réduit au cours de l'année 2017 à 8,2 EPT dans le cadre des mesures de réduction des effectifs de l'État. La diminution du temps de travail s'est portée sur le poste de la secrétaire générale adjointe (– 0,1 EPT) et sur un poste d'assistante parlementaire (– 01 EPT).

Non compris dans ce chiffre, le poste temporaire créé à fin 2014 – 0,6 EPT – pour le rattrapage de la saisie des procès-verbaux des sessions et de l'édition du Bulletin du Grand Conseil, a été supprimé à fin mai 2017, les travaux de rattrapage étant terminés à cette date.

En août, M^{me} Béatrice Wiseman, secrétaire parlementaire, a demandé à pouvoir diminuer son taux d'activité de 80% à 50%. Cette diminution lui a été accordée avec effet au 1^{er} octobre. Afin

de compenser partiellement cette diminution de dotation en personnel du secrétariat général, M^{me}Angélique Cerf a été engagée au taux de 20% (contrat temporaire de droit privé). 0,1 EPT est dès lors demeuré vacant.

9.2. Mutation

Dès le 1^{er} septembre, M^{me} Sandrine Wavre Blatti a débuté son activité au secrétariat général au poste d'assistante parlementaire, en remplacement de M^{me} Mandy Frainier, démissionnaire.

9.3. Stagiaires

Cette année, deux stagiaires ont été successivement engagées au secrétariat général du Grand Conseil dans le cadre d'un placement OMAT. Il s'agit de M^{mes} Maria Misa Carrera, du 6 mars au 24 juillet, date à laquelle elle a retrouvé un poste de travail fixe, et Teodora Barberio, dès le 11 octobre.

Neuchâtel, le 19 avril 2018

Au nom du bureau du Grand Conseil

Le président, La secrétaire générale, J.-P. WETTSTEIN J. PUG